

Actualité juridique au 31 mars 2009

FONCTION PUBLIQUE

Projets de loi, jurisprudence, commentaires :

- ***La Gazette des Communes du 29 mars 2009*** (n°1975) fait un point sur la **police municipale, vers une nouvelle réforme statutaire** :

«La Gazette» dévoile, en exclusivité, les grandes lignes du rapport «Ambroggiani». Très attendu, celui-ci préconise l'instauration d'une «police territoriale» et la création de pôles de formation spécialisés.

- ***La Gazette des Communes du 23 mars 2009*** (n°1974) fait un point sur la **«filière sportive a-t-elle un avenir ?»**:

Créée en 1992, la filière sportive souffre d'un réel manque de reconnaissance. Au-delà des mesures suggérées par le CSFPT, certains de ses 16 000 agents proposent d'audacieuses pistes de réforme.

- ***Conseil d'Etat, 11 mars 2009, M. A c/ Ministère de la culture et de la communication*** (n°2991169) :

Un contractuel ne doit pas perdre ses possibilités de titularisation du fait d'une éviction illégale. L'exécution de la décision juridictionnelle annulant l'éviction d'un agent non-titulaire implique que celui-ci bénéficie de la possibilité de titularisation qui lui était ouverte, même si le délai est expiré et même si cela oblige l'administration à organiser un examen professionnel spécial indique le CE dans cette décision.

- ***Conseil d'Etat, 23 février 2009, M. A. c/ Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche*** (n°304995) :

Procédure entourant le non-renouvellement du contrat d'un non-titulaire. La décision de ne pas renouveler le contrat d'un agent non-titulaire ne doit être motivée et précédée de la consultation du dossier que lorsqu'elle a un caractère disciplinaire.

FORMATION

Nouveaux textes

- ***Arrêté du 5 février 2009*** (JO du 26 mars 2009) fixant les dates des épreuves et portant **ouverture des deux examens professionnels d'accès au grade d'ingénieur territorial par voie de promotion interne (session 2009)** :

La date de l'épreuve écrite d'admissibilité est fixée à compter du 24 novembre 2009, celle de l'épreuve orale d'admission également à compter du 24 novembre (voir **l'article 8-1** du décret n°90-126 du 9 février 1990 pour la différence entre les deux examens).

Le retrait des dossiers est fixé entre le 27 juillet et le 11 septembre 2009. La date limite de dépôt étant le 18 septembre 2009.

- ***Arrêté du 5 février 2009*** (JO du 26 mars 2009) fixant les dates des épreuves et portant **ouverture au titre de l'année 2009 de l'examen professionnel d'accès par voie de promotion interne au cadre d'emploi des chefs de service de police municipale** :

Les dates des épreuves écrite et orale sont fixées à compter du 22 septembre 2009. Le retrait des dossiers est fixé entre le 4 et le 29 mai 2009. La date limite de dépôt est le 5 juin 2009.

INTERCOMMUNALITE

Projets de loi, jurisprudence, commentaires :

- Le n° de février du *Bulletin d'informations statistiques de la DGCL* est consacré à l'intercommunalité à fiscalité propre en 2009.

ACTE ADMINISTRATIF

Projets de loi, jurisprudence, commentaires :

- *Conseil d'Etat, 6 mars 2009, M. C. c/ conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes de l'Isère* (n°306084) :

Les actes individuels créateurs de droits ne peuvent être abrogés que dans des conditions strictes. Dans cette décision, le CE limite les possibilités pour l'administration d'abroger un acte administratif individuel créateur de droits en s'inspirant de la jurisprudence Ternon.

FINANCES

Nouveaux textes

- *Circulaire n°NOR/INT/B/09/0022/C du 17 février 2009 de la DGCL* relative aux informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2009.

Projets de loi, jurisprudence, commentaires :

- *L'Association des Maires de France* publie sur son site un point sur l'évolution des dotations de compensations relatives à la fiscalité directe locale en 2009.

- *Cour Administrative d'Appel de Lyon, 30 décembre 2008, Commune de Clermont-Ferrand c/ Ogec Fénelon* (n°05LY01682) :

Dépenses de fonctionnement à prendre en compte pour le calcul de la contribution versée aux écoles privées.

COLLECTIVITES TERRITORIALES

Projets de loi, jurisprudence, commentaires :

- *Cour Administrative d'Appel de Versailles, M. X c/ Commune de Montreuil* (n°06VE02776) :

Protection de la commune pour les propos tenus par son maire.